

La déstalinisation : le XXe Congrès du PCUS, 1956

Ouvert le 14 février 1956, au Grand Palais du Kremlin, le XXe congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. réunit 1 436 délégués, représentant 7 211 505 membres et candidats du parti. Les délégations de cinquante-cinq partis communistes et ouvriers assistaient aux délibérations.. Congrès à deux faces, l'une **interne (le rapport « secret » de N. Khrouchtchev)**, l'autre externe (les rapports officiels sur l'activité du P.C.U.S., sur l'économie nationale et sur les relations internationales), et dont l'importance réside dans la corrélation entre ces deux types de discours. Cette corrélation déterminera une nouvelle ordonnance des relations à l'intérieur du monde communiste et consacrera, à l'extérieur, la nouvelle politique de l'Union soviétique, la **coexistence pacifique avec le monde capitaliste**.

Le **rapport « secret » se centrait sur la condamnation du « culte de la personnalité de Staline... étranger au marxisme-léninisme »**. Ce culte était interprété comme la cause du despotisme de Staline, de son comportement arbitraire qui, par voie de conséquence, laissait libre cours à la violation de la légalité révolutionnaire. **L'activité de Staline, considérée comme positive dans les années vingt et au début des années trente**, puisqu'elle avait contribué à l'élimination des trotskistes, zinoviévistes et boukhariniens et ouvert le chemin de l'industrialisation et de la collectivisation des terres, avait dégénéré, après le XVIe congrès (1934) et l'assassinat de Kirov, en un « culte de la personnalité ». Staline était tenu responsable de la violation du principe léniniste de la direction collégiale, de la falsification des procès politiques, de la liquidation physique des vieux bolcheviks et de la presque totalité des officiers supérieurs de l'Armée rouge, des premières défaites de cette armée au moment de l'attaque allemande, de la déportation de peuples entiers (Kalmouks, Tchétchènes, Ingouches, etc.), de la condamnation à mort de plusieurs dirigeants soviétiques après 1945, et de plusieurs autres crimes. **Par conséquent, « ... la direction telle qu'elle était pratiquée durant les dernières années de Staline était devenue un obstacle sérieux au développement social de l'Union soviétique »**.

Le rapport officiel de Khrouchtchev, par contre, ne faisait aucune allusion directe au « culte de la personnalité » de Staline. Il contenait les grandes lignes du « cours nouveau » de la politique du Parti communiste et de l'État soviétique. **En politique extérieure, par la coexistence pacifique, l'Union soviétique s'engageait dans « une politique active d'amélioration des relations avec les États-Unis et les pays capitalistes occidentaux »**. Bien que le système capitaliste fût en crise, le rapport constatait que la production industrielle des pays capitalistes se développait et que d'importants progrès techniques étaient réalisés dans tous les domaines. Par conséquent, **l'Union soviétique trouvait son intérêt à nouer des relations commerciales, « profitables pour les deux parties », avec ces pays**. La coexistence pacifique passait aussi par l'établissement de bons rapports avec les « États pacifiques » d'Asie et du Proche-Orient, et par la coopération avec la social-démocratie. Dans le domaine économique, la priorité était conservée au développement quantitatif de l'industrie et de l'agriculture, l'effort préconisé devant porter sur la modernisation des technologies.

Le **rapport « secret »** de Khrouchtchev ne fut **jamais publié en U.R.S.S.** et dans les pays socialistes, ni même repris dans la presse communiste des pays capitalistes. Néanmoins, dans un laps de temps très court, les principales critiques contre Staline furent connues du public soviétique et des pays de l'Est, et préparèrent ainsi progressivement l'opinion aux révélations du XXIIe congrès (1961) sur les crimes de Staline. **Une des conséquences directes du XXe congrès fut la libération de millions de prisonniers des camps de concentration**, amorcée d'ailleurs depuis 1953, et la réhabilitation politique et civique de milliers de personnes. Il devenait clair aussi que l'écart économique entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes s'accroissait dangereusement. Pour pouvoir tenir son rôle de grande puissance, l'U.R.S.S. devait se doter rapidement de nouveaux moyens économique-politiques en accédant à la civilisation technologique, accès qui présupposait l'élimination de certains dogmes idéologiques et n'était pas sans danger pour un système politique reposant sur le primat de l'idéologie.

Cependant, **le XXe congrès déclencha un long processus de remise en cause du fonctionnement du système politico-économique tel qu'il existe en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est et ouvrit la voie à d'autres conceptions du socialisme**. La perte du rôle moteur du communisme international de l'URSS et la naissance de pôles nouveaux (Chine ; différents types de révolution : Cuba, Vietnam, etc.), la reconnaissance théorique par le P.C.U.S. d'éventuelles « **voies nationales** » vers le socialisme vont provoquer la remontée des nationalismes dans les pays socialistes et manifester la volonté d'une politique extérieure plus indépendante, prenant moins en considération la sauvegarde prioritaire des intérêts de l'U.R.S.S. en tant que premier État socialiste du monde.

